



Stefan Toscani

Ministre de l'Intérieur et des Affaires européennes du Land de Sarre



Est-ce un hasard si Robert Schuman, le père de l'Europe, est originaire d'une région "coutures" située au cœur du continent européen ? Sans doute pas. Aujourd'hui comme à l'époque, le patrimoine historique commun représente la perspective d'avenir de l'Europe telle qu'il l'a décrite dans sa déclaration du 9 mai, il y a 60 ans. Pour lui, à la fois lorrain et luxembourgeois, la vie commune transfrontalière, comme l'effet de division des frontières, représentait une réalité quotidienne. De cette connaissance historique est née une "petite Europe", qu'on appelle la "Grande Région SaarLorLux". Cette dernière, avec ses partenaires belges (Région wallonne et Communauté germanophone), lorrains, luxembourgeois, sarrois et de Rhénanie-Palatinat, est unique en Europe dans sa diversité. Cette rareté réside dans le vaste ancrage sociétal, économique et politique à travers lequel l'intégration commune de l'Europe dans la Grande Région se concrétise.

La Sarre occupe actuellement la présidence du 12^{ème} Sommet de la Grande Région, qui représente le principal rassemblement des responsables politiques de la coopération transfrontalière régionale. Ce Land fédéral fait preuve d'innovation dans l'organisation concrète du territoire transfrontalier. Il peut être considéré à ce titre comme le plus français et - selon la conception de Robert Schuman - le plus européen des Länder allemands.

Les projets actuels de notre agenda au Sommet ont été conçus pour améliorer concrètement la qualité de vie des habitants de cette région. La "Task Force Frontaliers" en est un exemple. Elle a pour objectif d'accroître la mobilité sur le marché du travail transfrontalier et de trouver des solutions juridiques et politiques aux problèmes rencontrés par les individus concernés. En effet, un très grand nombre de travailleurs transfrontaliers d'Europe vivent dans la Grande Région : 200 000 personnes y traversent chaque jour une frontière nationale pour aller travailler dans le pays voisin.

Les régions frontalières se développent particulièrement là où les habitants, en traversant les frontières, peuvent se rencontrer. A cet égard, c'est principalement le niveau local qui assure la proximité et le contact. Il y a quelques jours, "l'Eurodistrict Sarre-Moselle" s'est doté, par la création d'un GECT, de l'un des instruments juridiques les plus performants actuellement offerts par l'Union européenne. C'est la première fois que la Sarre est associée à un GECT. Ce dernier organisera la coopération transfrontalière de Sarre-Moselle entre les communes sarroises et lorraines de façon plus concrète et permettra de surmonter les obstacles administratifs.

J'attribue une grande valeur à cette nouvelle flexibilité et j'espère que notre "laboratoire" frontalier donnera naissance à autant de GECT que possible. Robert Schuman le savait : "L'Europe se fera par des réalisations concrètes". C'est à nous, hommes politiques européens de la nouvelle génération, de transmettre courageusement l'héritage de Robert Schuman au 21^{ème} siècle et de le faire évoluer.

L'Eurodistrict SaarMoselle prend son envol !

Après des préparatifs intensifs, l'Eurodistrict SaarMoselle a été officiellement créé le 6 mai 2010, à Sarrebruck. Prenant la forme d'un GECT, il permettra d'élargir et de faciliter la coopération entre les partenaires de l'agglomération SaarMoselle qui représente 600 000 habitants.

Accueillis par Pierre Lellouche, secrétaire d'Etat français aux Affaires européennes et Stephan Toscani, ministre sarrois de l'Intérieur et des Affaires européennes, de nombreux élus, acteurs régionaux et citoyens se sont retrouvés au Jardin franco-allemand de Sarrebruck pour porter l'Eurodistrict sur les fonds baptismaux.

Pour Charlotte Britz, maire de la Ville de Sarrebruck et nouvelle présidente du GECT, "l'Union Européenne n'est encore qu'un concept très abstrait, trop éloignée de ses citoyens, trop bureaucratique et trop paternaliste par rapport à ses états membres. L'Europe ne peut convaincre qu'à travers des actions au niveau régional, espaces de vie et d'emploi des citoyens. Avec l'Eurodistrict, l'échelle communale apportera sa contribution à l'intégration européenne".

La manifestation a permis de présenter les nombreuses initiatives de l'Eurodistrict. Hormis les projets déjà mis en oeuvre par l'association Zukunft SaarMoselle Avenir comme le "Warndt Weekend", le Velo SaarMoselle ou la brochure muséographique "Ticket", ont été présentées des initiatives telles que le guide de loisirs transfrontalier sur Internet, la "Route du Feu" ou le Chemin de St. Jacques de Compostelle*. D'autres projets de l'Eurodistrict concernent les thématiques de la santé et des transports, avec pour point fort la gestion des urgences



Charlotte Britz a accueilli le ministre Pierre Lellouche lors de la cérémonie officielle de lancement le 6 mai à Sarrebruck.

et les transports publics de proximité.

Pierre Lellouche a profité de ce déplacement sur la frontière pour rencontrer une délégation du comité de défense des travailleurs frontaliers et a abordé avec eux des questions très concrètes : concernant par exemple la non-reconnaissance des taux d'invalidité entre la France et l'Allemagne (un médecin français reconnaît en France l'invalidité à 100% alors que ce n'est pas le cas côté allemand), Pierre Lellouche a promis d'essayer de "trouver un règlement à l'amiable pour que les avis des médecins français soient reconnus en Allemagne". Par ailleurs, le projet de "pôle transfrontalier" au sein du Tribunal de Grande Instance de Sarrebruck, a été jugé comme "exemplaire" et pourrait être ajouté aux propositions en cours d'élaboration de la mission parlementaire menée au niveau français sur les questions transfrontalières. Le rapport final de cette mission devrait être prêt pour le mois de juin.

* Plus d'infos : www.saarmoselle.fr

Lancement d'un réseau européen, le "CECICN"

La "Conférence des Réseaux Transfrontaliers et Interrégionaux de Villes Européennes" (CECICN*) a été officiellement lancée le 23 avril 2010, à Saint-Jacques de Compostelle en Espagne, où est localisé son siège.

Cette conférence rassemble plus de 500 villes, représentant une population totale de plus 200 millions d'habitants, situées dans des espaces frontaliers européens. Les six réseaux fondateurs sont le Réseau Ibérique des Entités Transfrontalières (RIET), la MOT, la Conférence des Villes de l'Arc Atlantique (CVAA), le Forum des Villes Adriatiques et Ionniennes (FAICT), Medcities et l'Union des Villes de la Baltique (UBC).

Selon Xosé Sanchez Bugallo, maire de Saint-Jacques de Compostelle, à qui a été confiée la présidence tournante de cette conférence pour les deux premières années, les villes situées aux périphéries et aux frontières de l'Union européenne sont, plus

que tout autre espace, des lieux de proximité où "se forge l'identité européenne des citoyens".

Aussi, l'un des objectifs du CECICN est de devenir un interlocuteur privilégié de la Commission européenne sur les questions de coopération territoriale impactant les villes dans le cadre de la politique de cohésion post-2013, à l'instar du rôle de l'ARFE pour les régions frontalières et transfrontalières.

La conférence vise également à promouvoir de nouvelles actions de coopération transfrontalière et interrégionale dans des domaines-clés comme le développement durable, le développement économique, la cohésion sociale et culturelle. Elle pourra de plus favoriser les échanges d'expériences et de bonnes pratiques entre les villes et les réseaux membres afin de permettre aux citadins européens de se rapprocher des institutions européennes.

* Conference of European Cross-border and Interregional Cities Networks

Le bilan de la coopération Pyrénées-Atlantiques - Gipuzkoa

Au Pays basque, à la frontière franco-espagnole, la Diputacion de Gipuzkoa et le Conseil général des Pyrénées-Atlantiques ont dressé le bilan de leur collaboration menée depuis la signature de leur convention de coopération en avril 2005.

Réunis pour dresser ce bilan, Inaki Galdos, député à l'action extérieure du Gipuzkoa et Jean-Jacques Lasserre, vice-président du Conseil général côté français ont affirmé leur volonté de poursuivre les travaux communs, tout en soulignant la nécessité de coopérer avec les autres organismes transfrontaliers du territoire comme l'Eurocité basque ou la Conférence eurorégionale.



Colonies transfrontalières, à Zarautz (Gipuzkoa) en 2009

Le bilan au terme des cinq ans est apparu comme très positif. La convention a permis d'impulser et de structurer la coopération et de mettre l'accent sur six domaines : la politique sociale, l'environnement, le développement économique, les infrastructures et les transports, l'aménagement du territoire et le tourisme, la culture. La méthodologie de la coopération a reposé sur des groupes de travail thématiques entre les services concernés et la création d'une équipe technique transfrontalière.

Sur le territoire, de nombreux projets ont été initiés ou renforcés comme la mise en place de colonies de vacances transfrontalières pour les jeunes, la réalisation d'un livre blanc sur l'organisation du sport en Gipuzkoa et Pyrénées-Atlantiques et la prochaine mise en place d'un site Internet sur le sport transfrontalier* pour la promotion de collaborations sportives transfrontalières, un projet de sentier du littoral transfrontalier, un projet Interreg "Lorea" touchant à l'océanographie, de nombreuses actions liées à la politique sociale avec par exemple un guide bébé trilingue sur les droits et obligations des parents espagnols résidant en France (et vice-versa) ou des rencontres sur la prise en charge du Handicap...

Le bilan a également permis de lister les difficultés, propres au territoire, rencontrées au quotidien par les équipes. En premier lieu ressort la méconnaissance par les techniciens de la langue et de la structure administrative voisines. Dans la démarche "projets", un obstacle récurrent est celui du passage de la phase d'échanges d'expériences à celle des actions et projets concrets. L'adaptation aux changements de personnel technique constitue un autre enjeu pour améliorer la coopération.

Cet état des lieux, très positif tout en restant objectif sur les difficultés rencontrées, s'accompagne d'un élan politique renouvelé. La nouvelle convention pour 2011-2016, à établir d'ici la fin de l'année, sera ainsi l'occasion de définir de nouvelles règles pour mettre à profit cette première expérience. De nouveaux thèmes de coopération ont d'ores et déjà été identifiés comme la sécurité civile et les secours, une collaboration entre archives ou une coopération sur les modèles d'attention des personnes atteintes d'Alzheimer.

* www.transpyresport.com

A NOTER dans le domaine de la santé : le 27 mai, sous l'égide de la Conférence Atlantique Transpyrénées**, une convention de coopération sur l'aide médicale urgente a été signée entre le Centre hospitalier de la Côte basque et Osakidetza, service basque de santé. Depuis de nombreuses années le SAMU-SMUR de Bayonne travaille avec son homologue basque Osakidetza dans le domaine de l'urgence.

** Regroupant le Conseil régional, le Gouvernement basque, le Conseil général, la Diputacion de Gipuzkoa, l'Etat et le Conseil des Elus du Pays basque.

Revue de presse

■ **Conseil Santé informel : Madrid relance le débat sur les soins de santé transfrontaliers**, Europe Information Service, 26 avril – "[...] L'Espagne a soumis aux ministres de la Santé réunis du 22 au 23 avril à Madrid, un document de compromis pour faire avancer les discussions".

■ **Environnement : La Bretagne au cœur de deux nouveaux projets de coopération France (Manche) - Angleterre !**, Newspress, 22 avril – www.newspress.fr

■ **La France voisine aura son écoquartier avant Genève**, La Tribune de Genève, 30 avril – "*Coup d'envoi d'une politique énergétique transfrontalière. [...] Dans le cadre de] la rencontre franco-suisse qui s'est tenue hier à Archamps sur le thème des défis énergétiques de l'agglomération franco-valdo-genevoise*".

■ **Pour les frontaliers, révolution attendue en juin avec le mobile binationnel...**, Le Dauphiné libéré, 4 mai – "[...] la plupart des gens qui vaquent de part et d'autre de la frontière ont deux téléphones, l'un suisse, l'autre français [...]. Véritable serpent de mer, le forfait transfrontalier va débarquer".

■ **La retraite des frontaliers enfin revalorisée !**, Front@ligne, 7 mai – "*Le Groupement transfrontalier européen avait mené une action devant les autorités françaises et européennes afin que les frontaliers qui ont fait une partie de leur carrière en France et l'autre en Europe ou en Suisse ne soient plus lésés quant au calcul de leur retraite française. Ces démarches ont abouti à une nouvelle circulaire*".

■ **Televisió de Catalunya continue d'être captée en Catalogne Nord grâce à la TNT**, Lettre de la Casa de la Generalitat de Catalunya a Perpinyà, mai-juin – "*Le ministre de la Culture et des Médias de la Generalitat, Joan-Manuel Tresseras, a offert une séance d'information durant laquelle il a spécialement mis en valeur les débuts de la réception par TNT des quatre chaînes de Televisió de Catalunya [...] dans presque toute la Catalogne Nord*". – A noter : la MOT s'est impliquée avec les partenaires locaux pour parvenir à cette solution.

Evénements de la MOT

■ Conférence-débat et AG

Michel Mercier, ministre de l'Espace rural et de l'Aménagement du territoire, et **Pierre Lellouche**, secrétaire d'Etat chargé des Affaires européennes, participeront à la **conférence-débat organisée par la MOT le 2 juin à Paris** sur le thème de "**l'organisation et du financement de la coopération transfrontalière en Europe**".

Fabienne Keller, sénatrice du Bas-Rhin, parlementaire en mission auprès de ces deux ministres sur les questions transfrontalières, ainsi que **Marie-Thérèse Sanchez-Schmid**, députée européenne, seront également présentes pour évoquer les premières pistes qui se dégagent du rapport parlementaire attendu pour la fin du mois de juin. Ce rapport est mené avec **Etienne Blanc**, député de l'Ain.

La conférence le 2 juin et l'AG de la MOT le 3 juin seront présidées par **Michel Delebarre**, président de la MOT, ancien-ministre d'Etat et député-maire de Dunkerque. Voir www.espaces-transfrontaliers.eu

■ Les résultats du projet URBACT "EGTC"

La conférence finale du projet URBACT "EGTC" ("Expertising Governance for Transfrontier Conurbations") s'est tenue à Esztergom en Hongrie les 6 et 7 mai derniers. Ce projet, accompagné par la MOT en tant que chef de file, a **mis en réseau six agglomérations transfrontalières en Europe** sur le thème de la gouvernance depuis novembre 2008. Les participants ont pu échanger, en lien avec les institutions européennes, sur les **résultats du projet**, jugés très positifs, et sur les **suites** qu'ils souhaitent lui donner. Une plaquette résumant ces résultats a été publiée ; elle est disponible sur demande à la MOT ou sur le site du projet. www.urbact.eu/egtc

En bref

■ Comité des régions et GECT

Le Comité des régions, en lien avec la Commission européenne et les Présidences de l'UE, vient d'émettre une consultation européenne auprès des villes et des régions sur la coopération transfrontalière. Ce lancement s'est fait le 3 mai dernier à l'occasion d'une conférence en Espagne à Cáceres sur le GECT, à laquelle la MOT a participé.

Les résultats de cette consultation, prévue jusqu'au 20 juillet, serviront de base de réflexion au réexamen en 2011 de la réglementation européenne sur le GECT, l'outil européen de la coopération territoriale. Ils seront également présentés lors d'un atelier du Comité des régions aux OPEN DAYS 2010 sur le GECT.

www.cor.europa.eu/egtc